

## *Thèses et objectifs*

*2<sup>e</sup> version de janvier 2001*

Les membres fondateurs du réseau et co-auteurs de ces Thèses et objectifs sont: Prof. Beat Bürgenmeier, Hanspeter Kriesi et Peter Tschopp, Genève; Prof. René Levy, Lausanne; Hans Jecklin, entrepreneur, Autigny; Prof. Jacques Pasquier-Dorthe et Maurice Villet, Fribourg; Prof. Mario von Cranach, Berne (président); Prof. Franziska Tschan-Semmer, Neuchâtel; Prof. Eberhard Ulich et Hans Würgler, Zurich et Prof. Peter Ulrich, St-Gall.

## Avant-propos

Dans le monde entier, en Suisse également, on assiste ces dernières années à un changement structurel en profondeur de l'économie. Par l'évolution des consciences et le progrès économique qu'il induit, ce changement pourrait être une grande chance pour tous si la responsabilité envers la société et l'environnement était prise en considération autant que les intérêts économiques. Or, dans les faits, il représente bien plutôt un danger. En effet, sous les trois mots clés globalisation, libéralisation, technicisation, le développement de l'économie de ces dernières années a pris une direction qui menace certains principes fondamentaux de notre ordre social, partant, de notre mode de vie démocratique et de notre culture européenne.

Certains errements idéologiques pervertissant l'action, des traits distinctifs de la structure fondamentale de notre économie (p.ex. le droit foncier) ainsi que notre système monétaire avec le principe de l'intérêt sont problématiques. Dans notre travail, nous nous concentrons sur le penser et l'agir, mais nous devrions également à plus long terme porter notre attention aux fondements structurels.

Pour écarter la menace et ramener le développement dans la bonne direction, il est à notre avis indispensable que les acteurs économiques réfléchissent, au-delà du succès économique à court terme de leurs décisions, également aux retombées sociales de celles-ci. L'économie, la science et la politique sont appelées à coopérer pour améliorer les bases d'une telle réflexion et la rendre accessible à un public plus large, quelle que soit la situation conjoncturelle du moment. C'est dans cette optique que nous avons décidé de former ce réseau. Nous voulons croire que de nombreux citoyens, parmi eux des entrepreneurs, des managers, des dirigeants économiques et des scientifiques, voient la situation du même œil que nous et se rallieront à notre cause.

*Les décisions économiques ne doivent pas être orientées unilatéralement sur le profit; elles doivent être prises et mises en œuvre avec, en tête, les intérêts de la société.* Pour que cette pensée fasse son chemin, il faut un engagement de longue haleine. Tout d'abord, les intéressés doivent se mettre d'accord sur une approche commune. A cet effet, on se basera sur les considérations qui suivent, qui montrent la direction de notre réflexion et proposent une marche à suivre, mais sans entrer dans les détails. En effet, les détails sont sources de conflit aussi bien pour les scientifiques que pour les responsables économiques, et les conflits ne peuvent être abordés et résolus que de façon ponctuelle.

Nous avons donc opté pour des considérations d'ordre général dans un langage simple et direct, quitte à être parfois un peu trop incisif. Les formulations sous forme de thèses entraînent par la force des choses un certain nombre de raccourcis. Des plans d'actions plus détaillés devront être élaborés de cas en cas et, surtout, de façon concertée.

Nous ne sommes pas le seul groupe à nous soucier du cours actuel des choses. Il existe de nombreuses autres initiatives similaires avec lesquelles nous cherchons le contact et l'avons en partie déjà trouvé. Nos considérations et exemples ne concernent pas seulement la Suisse; elles découlent d'une tradition européenne. Sans doute trouverons-nous des alliés dans d'autres pays.

Berne, janvier 2001

Pour le réseau RSE/NSW  
Mario von Cranach  
Irène Hiltbrunner  
Hans Jecklin  
Hanspeter Kriesi  
Jacques Pasquier-Dorthe  
Lukas Schwyn  
Franziska Tschan Semmer  
Eberhart Ulich  
Daniel Wiener

P.S. On nous pardonnera d'utiliser la forme masculine pour faciliter la lecture.

**I. La liberté, l'égalité et la solidarité sont les pierres angulaires de notre société. Agissant dans l'économie comme faisant partie intégrante de la société, elles forment un système dont l'équilibre doit être sans cesse réadapté aux circonstances.**

1. La liberté individuelle et corporative des membres de la société est un élément constitutif de notre ordre social. Mais elle doit trouver ses limites dans la liberté de l'autre.
2. Sans un minimum d'égalité, notre démocratie ne peut pas fonctionner; les trop grandes disparités économiques mettent en péril son existence même.
3. La solidarité en tant qu'aide mutuelle à l'accès aux chances, aux droits et aux ressources atténue les inégalités et est en ce sens indispensable.
4. La liberté et la solidarité présupposent la prise de responsabilités, au niveau de l'individu et de la société. Il faut également qu'il y ait un équilibre entre ces deux niveaux de responsabilité.

**II. L'économie et ses processus partiels sont aménagés par une multiplicité d'acteurs.**

5. Les considérations qui suivent se réfèrent à l'*action économique* (à comprendre également au sens *politique*). Pour agir, il faut des *acteurs*. Ces acteurs sont aussi bien des individus - entrepreneurs, managers, conseillers et dirigeants économiques, mais aussi travailleurs et consommateurs – que des systèmes sociaux actifs dans l'économie – entreprises petites et grandes, fédérations de branche, organisations nationales et internationales, pouvoirs publics. Les sciences économiques et sociales et leurs représentants exercent une forte influence sur l'action économique et sont dans ce sens également des acteurs. Tous ces acteurs sont en principe interpellés, même si certaines thèses s'adressent plus spécialement à des catégories d'acteurs spécifiques, à commencer par les plus grandes.

6. Les acteurs économiques travaillent en réseau avec des partenaires, des clients et des "observateurs" qui ne sont pas directement impliqués. Dans d'autres contextes, ils revêtent eux-mêmes le rôle d'observateur. Ces réseaux de relations non seulement permettent l'action économique au premier chef, mais encore génèrent et transmettent des normes et des valeurs morales, stabilisant le système de l'intérieur. Ils peuvent être locaux, régionaux, nationaux ou mondiaux. Par ailleurs, l'action économique repose le plus souvent sur une base matérielle, les moyens de production, qui lient les acteurs à un lieu et donc aussi à une structure sociale.

7. Comme toute action, l'action économique peut être décomposée en différents processus, organisés de façon séquentielle: *analyse du bien-fondé de l'action, adéquation de l'action par rapport à la situation, choix d'objectifs concrets, processus de planification (y inclus les décisions), réalisation, contrôle et évaluation permanente des résultats de l'action*. Ces processus sont réglés, entre autres, par des échelles de valeurs et des normes. Les considérations qui suivent s'appliquent à tous ces processus.

### **III. Une action économique socialement responsable sert les besoins et droits fondamentaux de la société et de ses membres, et veille à ne pas leur nuire.**

8. Les acteurs économiques peuvent essayer de concevoir leur action de sorte qu'elle n'affecte pas les besoins et droits fondamentaux des autres membres de la société, mieux, qu'elle soit profitable à l'ensemble de la société. Ceci présuppose une réflexion correspondante aux stades de la planification, des décisions et de l'exécution. Les intérêts particuliers ne sauraient servir seuls de fil conducteur.

Nous parlons ici d'*action socialement responsable*.

D'après ses conséquences pour la société, nous distinguons entre *l'action utile à la société et compatible avec ses intérêts* et *l'action préjudiciable à la société*.

### **IV. Les institutions étatiques ne sont plus en mesure de contrôler suffisamment les agissements des grands acteurs économiques.**

9. La vie sociale et individuelle, les processus et le développement de notre société sont déterminés pour l'essentiel par deux types de systèmes investis d'un grand pouvoir, les *systèmes politiques* et les *systèmes économiques* dont les actions s'interpénètrent. Ces deux types de systèmes ne sont pas organisés selon un schéma régulier, mais sont des constructions hautement complexes, comportant des sous-systèmes parfois antagonistes et défendant des intérêts différents. Bien qu'investis de tâches fondamentalement différentes, ils sont étroitement imbriqués. Selon une conception qui n'est plus valable aujourd'hui que de façon limitée, les systèmes économiques sont censés produire et gérer les moyens matériels alors que les systèmes politiques doivent définir et surveiller la répartition de ces moyens. (Dans l' "économie de marché sociale", cette répartition était en principe fixée, ou du moins largement influencée, par les systèmes étatiques, compte tenu des intérêts du capital (qui dispose des moyens de production) et du travail (les syndicats); dans la pratique, le capital et le travail ont souvent été incorporés dans le système global moyennant un processus de négociation.)

En tant que membres de la société, nous sommes concernés à *de nombreux titres* par le développement des systèmes économiques; en tant que citoyens et contribuables, en tant qu'habitants, parents, employeurs et entrepreneurs ou travailleurs, en tant que concurrents, propriétaires ou clients. Nous attendons du futur développement de la société, hormis qu'il contribue à notre bien-être personnel, plus d'humanité. Nous voulons aussi éviter à tout prix un retour à des conditions plus primitives.

10. Dans le débat sur les systèmes politiques, les acteurs économiques importants et influents, surtout ceux qui opèrent au niveau international, deviennent les plus forts (comparons par exemple les capacités financières et les déficits de la Confédération et des cantons avec les montants gagnés ou perdus lors des récentes fusions entre grandes banques; ou mesurons l'influence de la politique et de l'économie sur le marché du travail). Les considérations qui suivent concernent donc surtout les grands acteurs économiques.

Actuellement, les acteurs économiques luttent pour se soustraire davantage encore au contrôle politique, mais tout en s'accrochant aux moyens et garanties publics lorsque cela leur est utile et profitable. (Une grande partie des recettes fiscales est utilisée pour assainir des branches économiques en difficulté sous le prétexte d'éviter des catastrophes économiques – une nouvelle variante de l'ancienne aspiration libérale de "privatiser les gains et socialiser les pertes"; en offrant des garanties, l'Etat prend sur lui une partie du risque à l'exportation de l'économie). En fait, on pourrait considérer une grande part des dépenses publiques (pour la santé, la formation, la sécurité et la justice) comme des "coûts de transaction", vu qu'elles servent à financer des conditions cadre et des ressources dont les processus économiques profitent directement.

11. Par le biais de leurs représentants, les systèmes économiques exercent une influence considérable sur la structure de l'ensemble de la société et sur la vie de tout un chacun, même des personnes qui ne participent pas à ces systèmes, les obligeant à agir et à vivre en fonction du profit. (Exemples: dans plusieurs pays, les consommateurs sont pratiquement obligés de manger des produits génétiquement transformés, même contre leur gré; ou encore, certaines décisions économiques - par ex. la fermeture d'une entreprise - affectent la vie de toute une région). Cette influence porte aussi sur les idéologies et échelles de valeurs: par ex. l'*idéologie du "libre" marché* (voir sous IV.) est transposée à des domaines de vie non économiques, ou des stratégies d'action et des valeurs issues de la mondialisation sont reprises à leur compte par des entreprises locales, régionales et nationales.

12. Il ne peut y avoir de vie sociale sans exercice de pouvoir. Dans une société démocratique, *le pouvoir est réparti en différents sous-systèmes et soumis à un contrôle. Un contrôle externe*, sous la forme d'une *surveillance exercée de l'extérieur* par des structures sociales formelles (autorités) et, de façon informelle, dans des réseaux de relations. *Un contrôle interne*, sous la forme de *normes et de valeurs* adoptées par les acteurs eux-mêmes, les individus ou les systèmes sociaux. Par le biais de l'*internalisation*, ces normes et valeurs deviennent pratiquement des principes de fonctionnement du système - le contrôle interne, c'est l'autocontrôle.

Dans un *système démocratique*, le contrôle du pouvoir se fait par le partage du pouvoir, soit une distribution aussi large que possible des droits de contrôle. Un tel contrôle présuppose non seulement l'égalité des droits, mais aussi un minimum d'égalité en matière d'avoir matériel, de formation, de possibilités de participation, etc. pour tous les membres de la société, à défaut de quoi ceux-ci ne pourraient assumer leurs droits de citoyens. Il repose également sur le consensus de toutes les personnes concernées et vise le développement d'un accord de principe sur les droits de l'homme dont tous devraient bénéficier.

13. Force est de constater que *le contrôle externe des systèmes économiques les plus influents* est devenu beaucoup plus difficile si l'on excepte les moyens de contrôle que sont les dispositions du code pénal et la législation sur les cartels. La globalisation, en marche depuis longtemps mais dont les effets viennent seulement d'être reconnus dans toute leur portée, a entraîné un déplacement de pouvoir des

systèmes politiques nationaux vers des consortiums opérant à l'échelon international. Qui plus est, avec le courant idéologique libéraliste qui domine actuellement, le contrôle externe est violemment rejeté. Or, comme l'expérience semble le prouver, en l'absence de mécanismes de contrôle, les marchés ne tendent pas vers l'équilibre mais plutôt vers la formation de monopoles. D'ailleurs, par contrôle externe, les économistes n'entendent souvent que *la concurrence* avec comme seul critère le succès économique. Ils justifient cette vision en prétendant que tous profitent des effets de la concurrence.

14. Quant au *contrôle interne des grands acteurs*, il ne semble plus guère fonctionner, si l'on excepte les quelques règles de base de tout comportement civilisé. Maints acteurs importants agissent comme si le respect des valeurs sociales était à bien plaisir, rejoignant en cela les conceptions défendues par des scientifiques influents. Pour eux, la performance économique se mesure au succès remporté dans la lutte pour des parts de marché et au rendement du capital. (Exemple: on cherchera en vain les arguments éthiques ou moraux dans les rapports justifiant les grandes fusions qui ont marqué l'économie suisse des dernières années). La pression que les grands gestionnaires de capital-actions exercent sur les entrepreneurs et les dirigeants ne laisse à ceux-ci qu'une marge de manœuvre restreinte pour une action socialement responsable et servant l'intérêt commun. L'anonymat de la propriété du capital met à l'abri du contrôle social et exonère des conflits de conscience. Les grandes entreprises risquent de devenir des systèmes perturbateurs qui nuisent à la société plus qu'ils ne la servent.

15. Il en va différemment des petites et moyennes entreprises. Ici, les contrôles externes par le biais des normes et valeurs cultivées dans les réseaux relationnels locaux ou régionaux, ainsi que le contrôle interne sur la base des relations personnelles entre les parties impliquées fonctionnent encore largement. (Un entrepreneur qui licencie ses collaborateurs doit les regarder en face; il est soumis au jugement de son entourage, du village). Les entreprises familiales sont plus enclines à agir de façon compatible avec les intérêts de la société.

## **V. L'idéologie du libre marché comme seule ligne d'action est préjudiciable à la société.**

16. Dans des conditions démocratiques, l'économie de marché est la forme d'organisation la plus efficiente de l'échange économique. Mais elle doit être conçue de manière à prendre en considération les besoins fondamentaux de la société. La concurrence peut rendre les sujets économiques plus performants et contribue ainsi au déploiement du potentiel économique. Dans ce sens, la concurrence est une nécessité. Mais en tant que lutte, elle ne suit pas de règles contraignantes. Sans la régulation par la société, elle porte préjudice à ceux qui lui sont soumis ou les détruit, minant ainsi la cohésion sociale.

17. Nombreux sont ceux qui réclament la réalisation d'un marché parfaitement libre comme la clé d'une société démocratique en même temps que prospère. On pare ce marché des vertus de la transparence et de l'égalité des chances. Un marché 'libre' est non seulement libéré des interventions régulatrices de

l'Etat ou d'autres entités, mais aussi libéré de règlements éthiques. Les acteurs économiques individuels sont appelés à se comporter de façon rationnelle, soit strictement orientée sur le profit. Les bénéfices pour la société, par exemple en termes de travail et de bien-être, découlent de la concurrence sur le marché libre: la rationalité (idéalement absolue) de tout un chacun engendrerait pratiquement de soi-même le bien-être de tous. Comme l'a formulé de façon pointue Margaret Thatcher: " Il n'y a pas de société, mais seulement des individus".

Cette vision reflète une mauvaise traduction de la pensée du philosophe Adam Smith, dont la "main invisible" reposait sur l'idée que le bien commun ne dépend pas seulement de l'acte rationnel de l'individu, mais est subordonné à une *morale invisible*. Dans ce sens, des considérations éthiques devraient être le point de départ en même temps qu'une partie intégrante de l'action économique.

Or, cette théorie a été mal comprise et falsifiée. Une réflexion éthique quant aux effets bénéfiques de l'action économique sur la société a été d'emblée exclue; il est resté un égoïsme foncier qui semble moralement justifié. Cette conception est devenue *l'idéal normatif, un mode d'emploi*. Du coup, l'acte individuel préjudiciable à la société paraît légitime sur le plan éthique, sans compter qu'on le motive avec l'argument de la nécessité (prétendument inévitable).

On ferme les yeux sur les désastres que l'application de cette théorie (avec d'autres facteurs encore sans doute) a entraîné dans de larges régions du globe sous forme de paupérisation, de troubles sociaux, de révolutions et de guerres au cours des deux derniers siècles. On ignore aussi (argument secondaire) que, même si l'amoralisme n'existait pas, les conditions du marché entièrement libre sont une fiction, qu'elles ne peuvent correspondre à la réalité. Les nombreux marchés qui existent sont loin d'être transparents (pensons aux offres dans les domaines des télécommunications ou des assurances) et d'offrir les mêmes chances à tous (les conditions de crédit des banques favorisent les gros clients et défavorisent les faibles). Ils ne sont de loin pas tous ouverts et leurs acteurs ne se comportent de loin pas de façon rationnelle (mentionnons les motifs à la base de maintes fusions et le comportement des bourses; mentionnons également les motifs essentiellement irrationnels utilisés dans la publicité.) Et les systèmes politiques ne peuvent se retenir d'intervenir: partout il existe des 'réserves naturelles' économiques, des garanties contre les risques et des mesures de sauvetage étatiques.

18. Comme on l'a dit, il existe de multiples marchés, et les mesures de politique économique ainsi que les actions économiques se répercutent différemment sur ces marchés. Sans doute, la concurrence sur le libre marché des produits présente des avantages, notamment pour ce qui est des prix. Ces avantages ont d'ailleurs contribué de façon décisive à notre haut niveau de prospérité, même si celle-ci n'est pas équitablement répartie. Mais ils sont fortement relativisés par les désavantages sur le marché du travail, à commencer par une qualité de vie toujours plus affectée par la pression au travail, l'insécurité de l'emploi, l'impuissance face aux acteurs économiques et aux dommages environnementaux. A quoi nous servent des bas prix si nos enfants vivent dans la peur et que nos voisins sont au chômage? Comment les sans emplois peuvent-ils profiter du bien-être? Dans ces conditions, il est nécessaire de

pondérer soigneusement les différents effets de la concurrence sur les marchés. Dans certains secteurs économiques, il importe de restreindre la concurrence ou d'en compenser les effets. L'agriculture dans l'espace alpin ne peut rivaliser avec l'agriculture de plaine – faut-il la laisser à l'abandon? D'un autre côté, il est indéniable qu'en tant qu'instrument de régulation sociale dans une économie de marché, la concurrence est un moteur puissant de l'investissement, de l'innovation et donc également du progrès, auquel on ne saurait renoncer.

Toutes ces réflexions nous amènent à cette conclusion: le libre marché doit avoir ses garde-fous sous forme de normes éthiques et politiques; il doit être encouragé compte tenu de tous ces effets, mais aussi contrôlé. *Nous avons besoin d'un minimum de politique adaptée à l'ordre économique* (Ordnungspolitik). Par contre, nous pouvons nous passer de règles inutiles. Nous préconisons la déréglementation dans le sens d'un déblayage, mais non dans celui d'un laisser-faire.

19. Afin de justifier les mesures nuisibles pour la société, les acteurs économiques avancent invariablement comme arguments la 'nécessité' de s'adapter à la concurrence globalisée ainsi que la 'nécessité' de s'assurer des avantages concurrentiels à long terme, des 'nécessités' qui rétrécissent la marge de manœuvre des participants à l'économie et ne laissent pas de place à une action qui ne serait pas orientée sur le profit. Il est indéniable que de telles nécessités existent dans de nombreux cas. Mais souvent aussi, la soi-disant nécessaire adaptation aux conditions du marché global révèle une foi sans discernement, une sorte de docilité prévenante. Ainsi, l'argument de la garantie des chances à long terme se révèle être un alibi vu l'incertitude générale qui entache les pronostics à long terme et le peu d'attention accordée à d'autres investissements durables (par exemple dans des ressources en personnel).

On doit constater surtout que la concurrence globale n'est pas une donnée invariable, pas une loi de la nature, même si elle peut apparaître comme une condition d'existence sine qua non aux yeux d'entreprises individuelles. Ne l'oublions pas: *le marché et la concurrence sont des produits de l'homme, réalisés dans le cadre de conditions créées par lui* au même titre qu'une panique, un crash boursier, une course mondiale aux armements ou la "globalisation" elle-même.

Pour de nombreux acteurs économiques, l'*idée du libre marché* est liée à des valeurs positives et à des lignes d'action normatives; elle s'est muée en credo aveugle, est devenue véritablement une *idéologie*. (Dans ce sens, nous parlons ici d'une "idéologie du libre marché".) Une idéologie dont l'acte de foi pourrait se résumer en cette phrase: "La suprématie du marché est le but premier de l'action économique, auquel doivent se plier toutes les autres incitations à l'action, toutes les autres valeurs et normes." Cette suprématie du marché, on mise sur le seul principe de la concurrence pour l'atteindre. On néglige souvent la contribution du travail et de la motivation au travail fournie au niveau de développement actuel par l'économie traditionnelle. Tous les ingrédients classiques des idéologies – formulations doctrinaires, dogmatisme, attachement à des intérêts particuliers et des positions sociales – sont réunis ici. C'est cette aliénation du principe du marché en idéologie que nous combattons. Par contre, nous défendons et encourageons toute initiative économique défendable du point de vue éthique.

## **VI. Le manque de vision sociale des acteurs économiques met en péril notre société et notre culture.**

20. Il semblerait que les agissements de nombreux acteurs économiques, parmi les plus puissants surtout, procèdent toujours moins d'une réflexion sociale, ce qui pourrait constituer un danger pour notre société et notre culture. Certains développements insidieux – citons la disparition de la classe moyenne et l'émergence d'une classe inférieure pauvre, l'exclusion des personnes intellectuellement moins douées et plus âgées, la limitation des possibilités de formation pour les jeunes – conduiront fort probablement à la désintégration de la société, partant, des bases de notre ordre social démocratique. Se peut-il que certains économistes ne s'en soucient pas? Toujours est-il que cette déclaration faite par un économiste de renom lors d'une interview laisse songeur: "On ne devrait pas faire de la démocratie un fétiche". Dans l'opinion publique, la suppression de places de travail est devenue le symbole d'une action préjudiciable à la société. Mais le chômage n'est qu'un problème, certes important et particulièrement urgent, d'une problématique plus large. Même si on le résout passagèrement, d'autres problèmes vont perdurer et de nouveaux problèmes surgir.

En fin de compte, le danger qui guette notre culture c'est aussi le 'succès' croissant de la loi de la jungle, mentalité primitive caractérisée par un total manque de scrupules, la pression et le stress qui s'étendent à d'autres domaines de vie et qui menacent de changer les valeurs de la société. Dans de nombreuses écoles de gestion, cette mentalité est élevée au rang de vertu. Sur fond de désintégration sociale, elle pourrait engendrer un climat de violence tel qu'il sévit déjà aux Etats Unis et dans les Etats sud-américains.

21. Aujourd'hui en Europe - et donc en Suisse aussi - l'opinion publique, à savoir de nombreuses personnes, toutes classes sociales et cultures confondues, est devenue songeuse, inquiète, soucieuse. Les gens remarquent bien que quelque chose cloche si

- *le chômage continue de croître pendant des périodes de croissance économique;*
- *la valeur actionnariale augmente avec les licenciements;*
- *la politique des bas salaires crée une nouvelle classe de " travailleurs pauvres ";*
- *les grandes entreprises paient toujours moins d'impôts pour des gains toujours plus grands;*
- *l'économie réclame des travailleurs qualifiés tout en réduisant les possibilités de formation; les exigences de qualification ont tellement augmenté que les 'moins doués' n'ont plus de perspectives;*
- *les personnes plus âgées (dès 50 ans!) ont peu de chance sur le marché du travail selon la conjoncture, alors que l'âge de la retraite augmente;*
- *la pression au travail croît et les conditions de travail dans les entreprises de dégradent.*

Il ne faut pas sous-estimer cette inquiétude, car elle est très largement répandue.

22. Et encore l'inquiétude et la peur ne sont-elles probablement que les premiers symptômes, bénins, d'un mal plus terrible. Comparée à celle d'autres continents, la population européenne est cultivée et pas

du tout fataliste. Selon les circonstances, elle est également réceptive à des idées radicales. Les gens n'accepteront pas éternellement un développement tel qu'il a cours actuellement. On peut faire la révolution sans marxisme. Nous craignons la perspective de troubles durables qui, dans le meilleur des cas, demanderont des sacrifices de tous ordres, mais qui, dans le pire des cas, sonneront le glas de notre forme de société. Pour le dire concrètement: aux chômeurs qui, aujourd'hui, prennent leur mal en patience ou qui, dans certains pays, expriment leur mécontentement dans la rue, pourraient succéder d'autres laissés pour compte de la société – ils sont peut-être aujourd'hui au jardin d'enfants – mais armés cette fois. Pour quelques pays européens, ce scénario ne semble pas improbable. Un autre scénario est l'émergence d'un isolationnisme ethnocentrique de droite, également lié à une montée de la violence; un troisième encore, l'augmentation de la répression face aux personnes économiquement et socialement marginalisées, une tendance qui n'est pas compatible avec la démocratie et les droits de l'homme.

23. De nombreux acteurs économiques semblent ne pas se rendre compte qu'en minant l'ordre de vie démocratique, ils travaillent à leur propre perte. Au début de la discussion sur la pollution dans les années 60, on a entendu cette boutade: "Je peux aussi me déplacer en voiture sans forêt". Aujourd'hui de nombreux gestionnaires de capitaux semblent penser: "Je peux aussi faire des bénéfices sans société". D'autres responsables encore sentent bien que quelque chose ne va pas, mais ils préfèrent ne pas y penser, et encore moins faire quelque chose. Sous la pression des affaires courantes, il reste peu de temps pour regarder un peu plus loin. L'étroitesse de vision semble être d'ailleurs la principale tare de l'économie moderne (comme aussi de la politique). Si le bilan trimestriel devient la seule mesure du succès, une décennie paraît sans doute une mesure de temps astronomique.

24. Ce qui menace notre système aujourd'hui s'est déjà mué en dure réalité entre la "grande triade" (Etats Unis, UE et Japon + "Etats du Tigre") d'une part, et les pays sous-développés d'autre part. Ceux-ci ont été évincés, si ce n'est carrément éliminés de la course (Afrique). Plus tard, *sans que les acteurs économiques l'aient prévu*, la scène a changé de façon dramatique; les crises qui ont secoué l'est de l'Asie, la Russie et le Brésil ont menacé l'économie mondiale. Même si la donne était différente d'un pays à l'autre, ces catastrophes sont dues à la conjugaison de deux facteurs: d'un côté, la politique d'un Fonds monétaire international acquis à la doctrine du néolibéralisme, qui a voulu introduire à la baguette la libre économie de marché sans tenir compte des conditions locales et des conséquences sociales, et de l'autre côté, la globalisation du marché des capitaux dont les acteurs font circuler librement le capital dans le monde entier pour des profits rapides, un peu à la manière des pirates d'autrefois qui écumaient les mers.

25. Un des tous grands défis de l'avenir (à côté du problème écologique) est l'automatisation croissante de la production, un résultat de la révolution électronique, qui demande de moins en moins de main d'œuvre. Il en découle la nécessité d'adapter nos structures et processus sociaux, en même temps que la chance de les adapter dans le bon sens. Avoir moins besoin de travailler pour subvenir à nos besoins

peut être un cadeau qui rend la vie plus humaine et libère des énergies pour des tâches d'intérêt commun - activités qui devront bien sûr être rémunérées.

Nous sommes confrontés à une tâche gigantesque. Même si nous ne pouvons planifier ce processus qu'en partie, de nombreux penseurs planchent déjà sur des projets correspondants. Il faudra toutes les forces vives de notre société pour mener à bien cette entreprise. Espérons qu'il nous reste suffisamment de temps: par la force de choses, des processus pacifiques de développement social s'étendent le plus souvent sur plusieurs générations, alors que les changements rapides s'avèrent la plupart du temps catastrophiques. Inutile de dire qu'un tel renversement de vapeur commande la participation active de toute la société et surtout de l'économie. Malheureusement, maints acteurs économiques voient dans la situation actuelle une chance de réaliser encore plus de profit.

26. Cependant, le fait qu'un grand nombre d'acteurs économiques, de dirigeants de l'économie, d'entrepreneurs et de managers soient conscients de leurs responsabilités, se fassent du souci et réfléchissent à des solutions possibles ou travaillent déjà activement à la recherche de remèdes est porteur d'espoir. Dans les milieux politiques et dans les syndicats également, ils sont nombreux à reconnaître les dangers du développement actuel et à travailler à la maîtrise des problèmes.

## **VII. Certaines théories économiques cimentent une idéologie préjudiciable à la société.**

27. *Les êtres humains et leurs systèmes sociaux ont toujours besoin de justifier leurs actes* pour se mettre en accord avec eux-mêmes et avec leur environnement. Il en est de même pour certains acteurs économiques: ils légitiment leurs agissements antisociaux en invoquant la *technicisation croissante* de nombreux domaines de travail, mais aussi avec des arguments empruntés à la théorie néoclassique du libéralisme, qu'ils interprètent à leur avantage. Cette théorie s'articule autour des trois principes idéologiques de *l'individualisme*, du *libéralisme économique radical* (qui ramène la liberté civile à la liberté du marché) et de *la globalisation* (*la foi dans le libre marché mondial comme seule planche de salut*). Comme exposé au chapitre IV, ces idées prises *per se* et sans corrections nécessaires portent préjudice à la société et sont franchement dangereuse en rapport avec la technicisation (mot clé: "société d'information").

28. Cette idéologie repose aussi sur les affirmations de certains scientifiques de renom (pensons à la fameuse maxime d'un Milton Friedman: "The social responsibility of business is to increase its profits", ou pour le dire encore plus crûment: "The business of business is business.").

Il ne faut pas confondre libéralisme économique radical et libéralisme politique. Le libéralisme politique a été un des fondements de la démocratie moderne et des droits de l'homme. Sur la toile de fond du mercantilisme de son temps, la théorie d'Adam Smith avait du bon. En outre, Smith présupposait une morale des entrepreneurs. Un libéralisme économique modéré, tel qu'il a émergé en Europe, incluait une pensée et des objectifs humanistes. Il présumait également la fonction régulatrice de l'Etat (libéralisme d'ordre). Pour des économistes réputés (Eucken, Röpke et de nombreux autres), il

allait de soi que des principes libéraux ne pouvaient déployer des effets positifs que dans le cadre d'une vision du monde orientée sur l'intérêt de la société. Or, cette vision fait cruellement défaut aux tenants du libéralisme économique (initialement originaire des pays anglo-saxons) de l'école néoclassique (Ecole de Chicago, Reaganisme, Thatcherisme) qui a pris pied chez nous. Le libéralisme économique radical lui-même a rarement été cultivé à l'état pur. Mais aujourd'hui, la doctrine du néolibéralisme, parfois dans une forme extrême et sans conditionnels, est enseignée dans les universités et ses protagonistes sont gratifiés de prix Nobel. Quiconque s'insurge risque ni plus ni moins la mise à l'écart de la scène économique. Et comme aujourd'hui, en cette difficile époque de la globalisation, cet enseignement montre une voie qui non seulement rapporte, mais encore légitime l'action qui rapporte, il est devenu le *credo* de nombreux managers et politiciens.

29. Les développements qui nous menacent aujourd'hui ont germé en partie dans les milieux scientifiques et universitaires. Il est donc juste et nécessaire d'en débattre sur le même terrain. Les spécialistes de l'économie doivent intégrer les questions et valeurs éthiques dans leurs théories, dans leur activité de conseil et dans la doctrine, pour arracher le libéralisme économique à un sol idéologique stérile. Pour cela, ils doivent renoncer à l'idée (qui repose sur un leurre) d'analyser uniquement des lois données, tels des naturalistes. D'ailleurs, une telle approche naturaliste ne peut être probante qu'en partie pour des problèmes importants relevant du domaine social: contrairement au domaine des sciences naturelles – nous faisons allusion ici au principe d'incertitude de Heisenberg – les *connaissances issues des sciences sociales renvoient à leur objet et peuvent donc se vérifier par elles-mêmes*. Si l'on convainc les être humains qu'il existe des lois 'physiques' du marché, ils agiront d'après ces lois et le marché fonctionnera. Mais notre principal postulat est le suivant: *ne pas considérer l'économie de marché seulement selon sa propre logique de fonctionnement, mais aussi en tant que phénomène de société, à aménager selon des critères éthiques de compatibilité avec les intérêts de la société, mieux encore de façon à promouvoir ses intérêts*.

**VIII. Nous devons opposer de meilleures idées à l'idéologie d'un libéralisme économique radical et convaincre les acteurs économiques d'agir au service de la société. Cela peut se faire notamment pas des règles internalisées (*contrôle interne du pouvoir*).**

30. *Contre l'irrésistible pouvoir de séduction de l'argent qui motive et pilote les nouveaux développements, seules les idées peuvent opposer quelque chose*. Elles ne s'avèrent pas toujours efficaces, mais elles sont parfois plus puissantes que toute autre force, même les armes et l'argent, car elles montrent de nouvelles pistes et peuvent influencer sur le contrôle interne et externe. Dans notre type de société, les idées innovatrices sont le plus souvent échafaudées par des minorités et mises en œuvre au fil d'un lent processus, lorsque 'le temps est mûr': on parle de "changement social par les minorités" ou de "mouvements sociaux", des paradigmes importants des sciences sociales. Citons à titre d'exemple les mouvements de lutte pour l'égalité des droits de la femme ou pour la protection de la nature (il y a une quarantaine d'années, les protecteurs de la nature étaient considérés comme des

théoriciens naïfs et largement ignorés, à défaut d'être méprisés, voire même punis, comme des songe-creux et des trublions. Personne ne niera qu'aujourd'hui la pensée écologique est une puissance morale à laquelle même les Etats Unis se réfèrent).

31. Nous entendons léguer aux générations futures une société dont l'économie permet en principe à tous les hommes de vivre dans des conditions humaines et dignes. Afin de maîtriser les dangers actuels, nous voulons développer, réaliser et propager quatre idées fondamentales qui forment un tout cohérent.

*1. Le marché et la concurrence comme des constructions sociales:*

*soit l'idée que les conditions cadre de l'action économique n'incarnent pas des lois universelles, mais sont des constructions sociales qui peuvent être modifiées, restreintes et harmonisées avec d'autres constructions sociales, comme par ex. des échelles de valeur et des objectifs culturels.*

*2. Prise en compte de conditions de base sociales:*

*soit l'idée qu'une économie au service de tous ne peut exister à la longue que dans le cadre d'une société intégrée et capable d'agir.*

*3. La responsabilité sociale dans l'économie:*

*soit l'idée que l'économie doit être au moins compatible avec les intérêts de la société, et au mieux promouvoir ces intérêts. (Il ne s'agit pas de nier les objectifs et les contraintes de l'économie, ni le bien fondé d'une saine concurrence, mais de les placer dans un contexte plus large).*

*4. L'importance de facteurs "qualitatifs" pour mesurer une économie viable:*

*soit l'idée qu'une action socialement responsable, qui ne vise pas uniquement le profit mais également d'autres paramètres de succès, ne compromet pas le succès économique mais est au contraire la clé d'une économie durable.*

Sur la base de ces idées, il est possible de définir 1) des règles pour une action socialement responsable dans l'économie et 2) des objectifs pour des mesures de politique d'ordre. Les premières ne peuvent et ne doivent pas décharger les responsables de leurs décisions économiques, mais promouvoir la prise en compte des intérêts de la société. De telles règles sont depuis longtemps établies dans d'autres groupes professionnels (médecins, avocats, psychologues, réviseurs et fiduciaires, journalistes) et ont un certain effet, même s'il n'est pas parfait. Les deuxièmes peuvent aider les politiciens à trouver un chemin entre les exigences d'un libéralisme outrancier et celles d'une politique sociale surannée.

L'inquiétude que le développement économique actuel suscite dans la population montre que le temps est mûr pour de nouvelles idées. Mais leur mise en œuvre sous la forme d'un contrôle interne de l'action économique est une entreprise de longue haleine qui durera quelques décennies. Les

propositions esquissées ici doivent être discutées, éventuellement modifiées et dans tous les cas complétées et affinées.

A l'évidence, la concrétisation des maximes susmentionnées commande une *pensée à long terme*. Il s'avère en outre que *les exigences économiques sont étroitement liées à celles de l'écologie*. Celui qui pense écologique souscrira sans doute à ces idées.

### **IX. Nous avons besoin de réseaux de scientifiques, d'économistes, de dirigeants économiques et d'entrepreneurs qui mettent en pratique ces idées et les propagent.**

32. *Il est absolument nécessaire* d'inciter les théoriciens de l'économie à penser autrement et les praticiens de l'économie (ainsi que de la politique) à agir autrement. La pensée et l'action doivent toujours tenir compte des conséquences sociales sous un angle éthique, sans pour autant négliger le point de vue économique. Au début, nous avons débattu de ces idées surtout dans un cercle de spécialistes en sciences économiques et sociales, ainsi qu'avec quelques entrepreneurs que nous savions ouverts à nos propos. Il est important à l'avenir d'élargir notre réseau, d'associer d'autres collègues, entrepreneurs, gestionnaires et dirigeants économiques qui pourront nous faire profiter de leurs expériences, sans oublier le plus grand nombre de citoyens et de citoyennes qui partagent notre façon de voir. Si nous réussissons à créer des réseaux actifs de personnes intéressées, nous pourrions mettre en branle une discussion plus large de nos idées et nos objectifs. C'est pourquoi nous avons fondé une association.

#### 33. *Objectifs visés:*

L'idée-force de notre association est de sensibiliser les acteurs économiques au sens de l'économie en tant que contribution au bien-être de la société.

Voici les *objectifs à moyen terme* à que nous proposons:

- 1) Développer des mesures et des moyens pour étayer *une action économique responsable* (p. ex. des principes pour des lignes directrices, des rapports sociaux, des codes d'éthique, des ratings et des labels) et aider les entreprises à les introduire.
- 2) *Fonder des réseaux de scientifiques et de responsables de l'économie* pour débattre de ces mesures, les appliquer et les développer, et pour s'attacher la collaboration d'autres personnes.
- 3) Promouvoir la *coordination d'organisations et de groupements qui partagent nos objectifs*.
- 4) *Initier une discussion sur les mesures de politique d'ordre souhaitables*.
- 5) *Lancer des projets qui visent à résoudre des problèmes économiques et sociaux importants*.
- 6) *Prendre des mesures qui favorisent l'éducation à l'action socialement responsable à tous les niveaux de la formation économique,*
- 7) *Impliquer dans la discussion d'autres groupes de citoyens qui se sentent touchés par la problématique et sont conscients de leurs responsabilité, et les faire collaborer activement.*

Comme objectif à long terme, nous voulons propager ces idées dans de larges cercles de la population

pour qu'elles acquièrent une force normative. Une fois que les normes seront admises comme étant utiles et précieuses, elles fonctionneront (en partie tout du moins), car dans le fond la plupart des êtres humains veulent être probes, et les autres veulent ne pas se faire remarquer comme ne l'étant pas. Il s'avérera en outre que l'action socialement responsable n'est pas un frein à l'économie, mais peut au contraire apporter des avantages économiques. Le projet prendra sans doute quelques décennies, mais en principe il peut réussir. En fin de compte (mais là nous anticipons), on pourrait s'imaginer des ordres sociaux nationaux et internationaux, tels que les échafaudent aujourd'hui certains penseurs, des ordres où la solidarité de l'économie avec la société serait structurellement ancrée dans la société. On ne peut dire pour l'heure comment cet objectif pourrait être concrétisé.

Ce qui est décisif est qu'il se trouve assez de gens pour penser selon cette ligne et prêts à s'engager.

\* \* \* \* \*

**Contact**

NSW/RSE, Schläflistrasse 6, CH-3013 Berne  
téléphone : 031/318 55 70; télécopie: 031/318 55 72  
courriel: [buero@nsw-rse.ch](mailto:buero@nsw-rse.ch); [www.nsw-rse.ch](http://www.nsw-rse.ch)